MTL. - 1 - L.4510/2.

Coordination(1)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 6 novembre 1954, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "modifiant l'arrêté ministériel du 15 février 1952 portant le règlement pour les militaires en congé illimité", et le 20 novembre 1954 sur des amendements à ce projet, a donné le 23 novembre 1954 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 6e November 1954 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot wijziging van het ministerieel besluit d.d. 15 Februari 1952 houdende het reglement voor de militairen met onbepaald verlof", en op 20 November 1954 over amendementen op dit ontwerp, heeft de 23e November 1954 het volgend advies gegeven :

Le projet tend à supprimer pour des raisons de légalité la disposition qui fait l'objet de l'article 1er, § 2, 2°, suivant laquelle "les militaires en congé sans solde en attendant leur comparution devant le conseil de guerre", sont également soumis au règlement pour les militaires en congé illimité.

A l'endroit de la disposition supprimée, le projet insère une nouvelle disposition qui a pour but d'étendre l'application du règlement pour les militaires en congé illimité aux membres du personnel non permanent de la garde territoriale antiaérienne pendant le temps qu'ils n'effectuent pas de prestations.

Comme il est indiqué dans la "justification" qui accompagne le projet, la nouvelle disposition ne crée aucune nouvelle règle de droit puisque d'ores et déjà le personnel non permanent de la garde est soumis, en dehors de ses prestations, par l'article 6, alinéa 3 in fine de l'arrêté royal du 16 juin 1952, au règlement pour les militaires en congé illimité.

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il est d'autant moins recommandable de reproduire dans l'arrêté ministériel portant le règlement pour les militaires en congé illimité une disposition d'un autre arrêté royal, que le fondement légal de cette disposition n'est pas le même que celui des autres dispositions de l'arrêté ministériel du 15 février 1952.

\+

\+ \+

.../...

Le projet tend à compléter l'article 38 du règlement pour les militaires en congé illimité en y mentionnant les cas dans lesquels des rappels par mesure disciplinaire pourront avoir lieu.

Le premier de ces cas concerne les militaires en congé illimité qui contreviennent au règlement précité. Le projet ne fait ainsi que rappeler une disposition de l'article 76, § 3, de la loi sur la milice du 15 juin 1951. Le Conseil d'Etat fait remarquer qu'il est pour le moins douteux que le personnel non permanent de la garde territoriale antiaérienne qui, en dehors de ses prestations, est soumis, en vertu de l'article 6, alinéa 3, de l'arrêté royal du 16 juin 1952, au règlement pour les militaires en congé illimité, puisse faire l'objet d'un rappel par mesure disciplinaire.

Certes, l'article 8, dernier alinéa, de l'arrêté royal n° 1 du 20 mai 1939 portant organisation générale de la défense active du territoire contre les attaques aériennes et créant la garde territoriale antiaérienne, rend applicable aux membres du personnel non permanent de cette garde l'article 75, C, des lois sur la milice coordonnées par l'arrêté royal du 15 février 1937. Ces lois coordonnées furent toutefois abrogées par la loi du 15 juin 1951. Il peut être soutenu que l'article correspondant de la loi sur la milice du 15 juin 1951, à savoir l'article 76, § 3, n'a pas pris la place de l'ancien article 75, C , et que, partant, la référence à l'article 75, C, des lois coordonnées est devenue sans objet.

.../...

Pour éviter cet inconvénient, il conviendrait de mettre l'article 8, dernier alinéa, de l'arrêté royal n° 1 du 20 mai 1939 en concordance avec la nouvelle législation sur la milice.

\+

\+ \+

Le projet prévoit comme second cas où le rappel par mesure disciplinaire peut avoir lieu, celui où le ministère public requiert l'autorité militaire d'exécuter une peine disciplinaire prononcée par une juridiction de l'ordre judiciaire.

D'une part, les peines disciplinaires prononcées par jugement ou arrêt en application des articles 24, 25 ou 59 du Code pénal militaire, revêtent le caractère de peines correctionnelles (Cass. 26 mai 1952, Pas.615). Sous le régime de l'ancienne législation sur la milice, on estimait généralement que l'exécution de pareilles peines à l'égard de militaires en congé illimité était légalement impossible par la voie d'un rappel par mesure disciplinaire (Cass. 30 mars 1925, Pas. 193, R.P.D.B. v° Justice militaire, n° 39).

Suivant l'exposé des motifs de la nouvelle loi sur la milice du 15 juin 1951, cette loi n'apporte "aucune modification substantielle" en ce qui concerne les rappels autres que les rappels ordinaires (Ch. Doc. 1950-1951, n° 98, p. 56).

.../...

L'article 68 de la loi du 15 juin 1951, qui donne l'énumération des différentes catégories de rappels, dispose d'autre part : "Les militaires en congé illimité sont assujettis aux rappels suivants : 4° les rappels par mesure disciplinaire ordonnés conformément aux prescriptions légales". Seul rentre actuellement dans cette catégorie le rappel ordonné conformément à l'article 76, § 3, de la même loi.

La réquisition adressée à l'autorité militaire en vue de l'exécution d'un jugement ou arrêt ne rentre pas dans le cadre prévu par l'article 68, 4°.

Le Conseil d'Etat est d'avis que seul le législateur est à même de combler la lacune que présente la législation sur ce point.

\+

\+ \+

Pour le surplus, le projet n'appelle que des modifications de forme ne nécessitant aucun commentaire et qui résultent du texte proposé ci-après :

Intitulé (comme au projet).

Préambule (comme au projet).

Article 1er.-

L'article 8 de l'arrêté ministériel du 15 février 1952 est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Article 8.- Lorsqu'un militaire en congé illimité ou en congé sans solde en attendant sa mise en congé illimité, doit comparaître devant le conseil de guerre, il ne peut quitter le pays sans autorisation de son chef de corps".

Article 2.-

L'article 13, § 1er,du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1er. Le militaire en congé illimité qui, après avoir voyagé pendant plus de trois mois ou résidé à l'étranger, au Congo belge ou au Ruanda-Urundi, rentre définitivement au pays, doit, dans les quinze jours qui suivent son retour, se présenter au bourgmestre de la commune dans laquelle il fixe sa résidence, informer, par écrit, de sa rentrée, le chef de corps qui l'administre et lui renvoyer l'autorisation de s'absenter du pays.".

Article 3.-

Il est inséré sous le chapitre III, section 1ère, C,"Rappels par mesure disciplinaire",du même arrêté une disposition rédigée comme suit :

"Article 37 bis.- Les militaires en congé illimité qui contreviennent au présent arrêté peuvent être soumis à des rappels par mesure disciplinaire.".

.../...

Article 4.-

Dans l'article 52, § 1er, première phrase, du même arrêté le mot "belges" est inséré après les mots "sur tous les chemins de fer".

Article 5.-

L'article 53, alinéa 1er, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"La présente section, à l'exclusion de l'article 52, n'est pas applicable aux militaires en congé illimité résidant à l'étranger, au Congo belge ou au Ruanda-Urundi, dont le rappel sous les armes fait l'objet d'instructions particulières".

Article 6.-

L'article 1er, § 1er, 2°, du même arrêté est abrogé.

Article 7.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Bruxelles, le ,

Het ontwerp strekt er toe, terwille van de wettelijkheid, de bepaling van artikel 1, § 2, 2°, op te heffen, die zegt dat ook "de militairen met verlof zonder soldij, in afwachting dat zij voor de krijgsraad verschijnen", onder de toepassing van het reglement voor de militairen met onbepaald verlof vallen.

In de plaats van de opgeheven bepaling komt er een nieuwe, die het reglement voor de militairen met onbepaald verlof toepasselijk wil maken op de leden van het niet-permanent personeel van de territoriale wacht voor luchtafweer, en wel voor de tijd dat zij geen prestaties verrichten.

Zoals de bij het ontwerp gaande "verantwoording" aangeeft, voert de nieuwe bepaling geen nieuwe rechtsregel in, aangezien het niet-permanent personeel van de wacht, buiten zijn dienstprestaties, reeds krachtens artikel 6, derde lid, in fine, van het koninklijk besluit van 16 Juni 1952 aan genoemd reglement onderworpen is.

Naar het oordeel van de Raad van State is het des te minder aangewezen, in het ministerieel besluit houdende het reglement voor de militairen met onbepaald verlof een bepaling van een ander koninklijk besluit over te nemen, daar deze bepaling niet dezelfde rechtsgrond heeft als de overige bepalingen van het ministerieel besluit van 15 Februari 1952.

\+

\+ \+

Verder wil het ontwerp artikel 38 van het reglement voor de militairen met onbepaald verlof aanvullen met een opgave van de gevallen, waarin wederoproeping bij tuchtmaatregel kan plaats vinden.

.../...

Het eerste geval is dat van de militairen met onbepaald verlof, die voornoemd reglement overtreden. Hier herhaalt het ontwerp eenvoudig artikel 76, § 3, van de dienstplichtwet van 15 Juni 1951. De Raad van State acht het zeer de vraag, of het niet-permanent personeel van de territoriale wacht voor luchtafweer, dat krachtens artikel 6, derde lid, van het koninklijk besluit van 16 Juni 1952 buiten zijn dienstprestaties aan meergenoemd reglement onderworpen is, wel bij tuchtmaatregel wederopgeroepen kan worden.

Artikel 8, laatste lid, van het koninklijk besluit nr 1 van 20 Mei 1939 houdende algemene inrichting van de actieve verdediging van het grondgebied tegen luchtaanvallen en oprichting van de territoriale wacht voor luchtafweer, heeft weliswaar artikel 75, C, van de bij koninklijk besluit van 15 Februari 1937 gecoördineerde dienstplichtwetten toepasselijk verklaard op de leden van het niet-permanent personeel van die wacht, maar deze wetten zijn bij de wet van 15 Juni 1951 opgeheven. Nu zou kunnen worden beweerd, dat het overeenkomstig artikel van de dienstplichtwet van 15 Juni 1951, namelijk artikel 76, § 3, niet in de plaats van het vroeger artikel 75, C, is getreden en dat de verwijzing naar artikel 75, C, van de gecoördineerde wetten dus geen betekenis meer heeft.

Om dit bezwaar te ondervangen, ware het raadzaam artikel 8, laatste lid, van het koninklijk besluit nr 1 van 20 Mei 1939 in overeenstemming te brengen met de nieuwe wetgeving inzake dienstplicht.

\+

\+ \+

.../...

Een tweede geval van wederoproeping bij tuchtmaatregel doet zich volgens het ontwerp voor, wanneer het openbaar ministerie de militaire overheid vordert tot het tenuitvoerleggen van een tuchtstraf die door een rechtbank van de rechterlijke orde is uitgesproken.

Enerzijds heeft de tuchtstraf, die bij toepassing van de artikelen 24, 25 of 59 van het Wetboek van militair strafrecht bij vonnis of arrest is uitgesproken, het karakter van een correctionele straf (Verbreking, 26 Mei 1952, Pas.615). Onder de gelding van de vroegere dienstplichtwetgeving was men over het algemeen van oordeel, dat het wettelijk onmogelijk was zodanige straffen ten aanzien van militairen met onbepaald verlof ten uitvoer te leggen door wederoproeping bij tuchtmaatregel (Verbreking, 30 Maart 1925, Pas.193, R.P.D.B. V° Justice Militaire, n° 39).

Volgens de memorie van toelichting bij de dienstplichtwet van 15 Juni 1951 brengt deze laatste "geen substantiële wijziging" ter zake van andere dan gewone wederoproepingen (Kamer, Doc.1950-1951, nr 98, pag.56).

Anderzijds zegt artikel 68 van de wet van 15 Juni 1951, dat de verschillende categorieën van wederoproepingen opsomt : "Voor de militairen met onbepaald verlof gelden de volgende wederoproepingen : 4° de wederoproepingen bij wijze van tuchtmaatregel, die overeenkomstig de wettelijke bepalingen zijn bevolen.". Tot deze categorie behoort op het ogenblik alleen de wederoproeping, die overeenkomstig artikel 76, § 3, van dezelfde wet is bevolen.

.../...

De vordering aan de militaire overheid om een vonnis of arrest ten uitvoer te leggen, valt niet binnen het raam van het bepaalde in artikel 68, 4°.

Naar het oordeel van de Raad van State kan alleen de wetgever voorzien in de leemte welke de wetgeving terzake vertoont.

\+

\+ \+

Voor het overige zijn bij het ontwerp nog een aantal opmerkingen over de vorm te maken ; zij behoeven geen commentaar en zijn in de onderstaande tekst opgenomen :

Opschrift : zoals in het ontwerp .

Inleiding : zoals in het ontwerp .

Artikel 1.-

Artikel 8 van het ministerieel besluit van 15 Februari 1952 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 8.-

Wanneer een militair met onbepaald verlof, of met verlof zonder soldij in afwachting dat hij met onbepaald verlof wordt gezonden, voor de krijgsraad moet verschijnen, mag hij het land niet verlaten zonder machtiging van zijn korpscommandant.".

.../...

Artikel 2.-

Artikel 13, § 1, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 1. De militair met onbepaald verlof die, na een reis van meer dan drie maanden of een verblijf in het buitenland, in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi, voorgoed in het land terugkeert, moet zich binnen vijftien dagen na zijn terugkeer aanmelden bij de burgemeester van de gemeente waar hij zijn verblijfplaats vestigt, zijn terugkeer schriftelijk mededelen aan de korpscommandant van wie hij administratief afhangt en hem zijn machtiging om het land te verlaten terugzenden.".

Artikel 3.-

Onder hocfdstuk III, afdeling 1, C, "Wederoproepingen bij wijze van tuchtmaatregel", van hetzelfde besluit wordt een als volgt luidende bepaling ingevoegd :

"Artikel 37 bis.-

Militairen met onbepaald verlof,die dit besluit overtreden, kunnen aan wederoproepingen bij tuchtmaatregel worden onderworpen.".

Artikel 4.-

In artikel 52, § 1, eerste volzin, van hetzelfde besluit wordt het woord "Belgische" ingevoegd tussen "alle" en "spoorwegen".

.../...

Artikel 5.-

Artikel 53, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Deze afdeling, met uitsluiting van artikel 52, is niet van toepassing op de militairen met onbepaald verlof die in het buitenland, in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi verblijf houden, wier wederoproeping onder de wapens bij bijzondere instructies wordt geregeld.".

Artikel 6.-

Artikel 1, § 1, 2°, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Artikel 7.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Brussel,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

| | | | |
|---|---|---|---|
| Messieurs : de Heren : | F.LEPAGE, | conseiller d'Etat, raadsheer van State, | président, voorzitter, |
| | J.COYETTE, G.VAN BUNNEN, | conseillers d'Etat, raadsheren van State, | |
| | A.BERNARD, G.VAN HECKE, | assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving, | |
| | G.PIQUET, | greffier adjoint, adjunct-griffier, | greffier. griffier. |

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,
(s.) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,
(s.) F.LEPAGE.